

Magnette déplore le manque de coordination dans la lutte contre le radicalisme

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

On peut leur faire confiance, la réunion sera animée. Après un premier rendez-vous sans véritable enjeu début janvier, les différents ministres-Présidents des entités fédérées se retrouvent ce mercredi à Bruxelles pour le premier comité de concertation depuis les élections de mai 2014. L'invitation a été lancée par le Premier ministre libéral Charles Michel. Et ce n'est pas un secret: l'asymétrie politique entre le Fédéral et la Région wallonne est sujet de crispations. Le socialiste Paul Magnette n'en fait pas mystère. «*J'attends cette réunion avec impatience et depuis longtemps. Il y a beaucoup trop de dossiers conflictuels qui s'accumulent. Avec l'absence de réunion, tous les sujets deviennent prioritaires et urgents*», explique le ministre-président de la Région wallonne.

Représentation européenne

En vrac et dans le désordre, Paul Magnette pointe la taxe sur les intercommunales, la répartition des fonds liés au burden sharing, la réforme des pensions, les normes comptables européennes, la réforme sur les allocations d'insertion... Paul Magnette désire aussi rediscuter de la représentation de la Wallonie au niveau européen lors des débats sur l'énergie ou la politique industrielle. «*Tous ces dossiers ont fait l'objet de demandes de précisions au Fédéral. Mais nous n'avons jamais eu de réponse. Rien! Il n'y a aucune communication entre le Fédéral et la Région*», déplore-t-il. Cette situation est d'ailleurs jugée déroutante par certains collaborateurs de ministres au sein des cabinets wallons.

«Il n'y a plus aucune concertation avec le Fédéral. C'est une première! Par le passé, le Fédéral venait régulièrement demander notre avis sur certaines mesures», reconnaît un cabinetard.

Lettre morte

Parmi les urgences, Paul Magnette espère trouver mercredi une oreille attentive dans la lutte contre le radicalisme. «*C'est le point le plus urgent. Il faut une concertation dans la lutte contre le radicalisme. Il faut un plan national et mettre sur pied un groupe de travail pour examiner les mesures*», estime le socialiste. Il est d'ailleurs surpris et très critique sur la façon dont le gouvernement fédéral a communiqué ces dernières semaines sur les mesures prises dans la foulée des raids anti-djihadistes à Verviers. «*Le Fédéral fixe les normes de sécurité. C'est sa prérogative. Il a décidé de monter le niveau de sécurité au niveau 3. Il aurait pu nous le signifier. La Belgique est au niveau trois mais qu'est-ce que cela signifie en termes de procédures? Combien de temps est-ce que cela va durer? Comment l'armée va-t-elle se déployer? Nous avons fait des demandes d'éclaircissement mais le Fédéral n'a jamais fourni de réponses. Je constate qu'il y a un manque de coordination entre le Fédéral et la Région.*»

Face à ce vide, Paul Magnette plaide pour un véritable changement. «*Il faut plus de concertation, c'est urgent. Il faut plus de concertation pour anticiper les problèmes. Pour l'instant, on n'anticipe rien. Le Fédéral doit permettre aux Régions de pouvoir convoquer le comité de concertation. Cette prérogative ne doit plus être uniquement fédérale.*»

«Il n'y a aucune communication entre le Fédéral et la Région.»

PAUL MAGNETTE
MINISTRE-PRESIDENT
DE LA REGION WALLONNE